



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION GUYANE

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT**

Service planification, connaissance et évaluation

Mission Autorité Environnementale

ARRETE N° 2015148_0014 /DEAL du 27 MAI 2015

Portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas du projet d'aménagement de la parcelle AT 117 à Rémire-Montjoly en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**LE PREFET de la REGION GUYANE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R. 122-2 et R.122-3 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 22 mai relatif au modèle du formulaire de demande d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté ministériel du 30 janvier 2013 nommant M. Denis Girou directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU l'arrêté préfectoral n°1025/2013 du 25 juin 2013 donnant délégation de signature à M. Denis Girou, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU le formulaire d'examen au cas par cas présenté par la société SCCV Eden Roc, relatif au projet d'aménagement de la parcelle AT 117 à Rémire-Montjoly, reçu le 29 avril 2015 et considéré complet ;

VU l'avis tacite de l'agence régionale de santé ;

Considérant que le POS de la commune de Rémire-Montjoly autorise les constructions à usage d'habitation dans le secteur concerné par le projet ;

Considérant que le projet d'aménagement concerne une superficie de six hectares en bas du Mont Saint Martin, occupé par de la forêt secondaire ;

Considérant que le plan de prévention des risques « mouvements de terrain » impose la réalisation d'une étude technique afin de définir les mesures de construction adaptées au projet et au site ;

Considérant que la parcelle conservera un aspect naturel dans les secteurs de roche affleurante, qui n'accueilleront pas de constructions ;

Considérant que le projet fera l'objet d'un dossier au titre de la loi sur l'eau ;

Sur proposition du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRETE :

Article 1^{er} - En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'aménagement de la parcelle AT 117 à Rémire-Montjoly n'est pas soumis à étude d'impact.

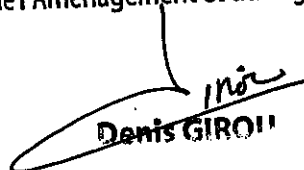
Article 2 - La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet est soumis.

Article 3- La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication :

- d'un recours administratif gracieux auprès du préfet de la Guyane. L'absence de réponse du préfet au terme de ce délai de deux mois vaut rejet implicite. L'exercice de ce recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours de la demande de recours contentieux ;
- d'un recours contentieux déposé auprès du greffe du tribunal administratif de Cayenne (7, rue Schoelcher – BP 5030 – 97305 Cayenne cedex).

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture de la région Guyane et le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane.

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement


Denis GIROIL